



PRÉFET DE TARN-ET-GARONNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et appui territorial

Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2026-~~04~~-08-00002

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT LEVÉE DE MISE EN DEMEURE

SOCIÉTÉ Midi Pyrénées Granulats,
23 avenue de Larrieu
31100 TOULOUSE

exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches amphiboles
située au lieu-dit « La Ramié » sur la commune de Laguépie

article L.171-8 du Code de l'environnement

Installations classées pour la protection de l'environnement

***Le préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,***

VU le Code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°82-2021-07-01-00005 du 1er juillet 2021, relatif aux conditions d'exploitation de la carrière et à la rétention des boues/eaux de la station de recyclage ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°82-2022-12-05-00002 du 5 décembre 2022, relatif à la sécurisation du bassin à boue et à l'arrêt de rejet direct dans le milieu naturel des eaux ou liquides résiduels ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 82-2025-07-03-00004 du 3 juillet 2025 relatif au changement d'exploitant, anciennement Carrières du Sud-Ouest, au bénéfice de la société Midi Pyrénées Granulats.

CONSIDÉRANT la réalisation, par l'exploitant, des actions correctives exigées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité, constatées par les installations classées, ainsi que la transmission des justificatifs associés ;

ARRÊTE

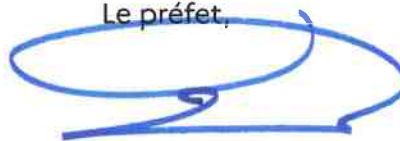
Article 1^{er} : Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°82-2021-07-01-00005 du 1er juillet 2021 et de l'arrêté préfectoral n°82-2022-12-05-00002 du 2 décembre 2022 relatifs à l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches amphiboles située au lieu-dit « La Ramié » sur la commune de Laguéprie, sont levées.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 - La secrétaire générale de la préfecture de Tarn et Garonne, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement en charge des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera adressée au maire de Laguéprie et notifiée à la Société Midi-Pyrénées Granulats.

Fait à Montauban, le **08 AVR. 2026**

Le préfet,



Vincent ROBERTI

Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57), dans les délais ci-dessous :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement,

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télé-recours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

Soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 allée de l'Empereur – BP 10779 – 82000 MONTAUBAN. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours,

Soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 PARIS CÉDEX 08. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.